

Paroles, paroles, paroles...



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 01 mars 2022

De Stéphane Buffetaut, élu vendéen, vice-président du CNIP, ancien député européen, pour le Salon beige:

Le discrédit de la parole publique a atteint un niveau rarement connu. Ce phénomène n'est ni de surprenant, ni anodin. Il est le signe d'un dysfonctionnement profond de la démocratie libérale, dû au comportement des partis et des hommes et femmes politiques de toutes obédiences.

Est en cause l'insincérité du personnel et des appareils politiques. Dernier avatar assez piteux, le rétropédalage en moins de 24 heures de Valérie Pécresse au sujet du « grand remplacement » ! Il est vrai qu'elle nous a habitués aux volte-face sur les questions dites de société. Interrogée sur ces changements de pied, elle a rétorqué qu'elle évoluait comme la société. Questionnée sur le crédit que l'on pouvait, dès lors, apporter à ses propositions électorales, elle a répondu de façon désarmante: « il faut me croire sur parole ». C'est bien là le problème : quel crédit peut-on apporter aux paroles des politiciens ?

Jacques Chirac aimait à répéter en riant la formule de son vrai modèle, le radical-socialiste Henri Queuille : « Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. » Or ce n'est pas drôle du tout. Car, derrière le cynisme du mot, se cache un travail de sape d'un principe sur lequel repose la démocratie : le respect de la parole donnée à l'électeur. Car enfin le candidat cherche à se faire élire sur le programme qu'il énonce. Si les engagements, les propositions, les promesses ne comptent pour rien, il y a une sorte d'escroquerie morale et politique. Le scrutin n'est plus qu'un jeu de dupes, un jeu de bonneteau où les électeurs tiennent le rôle des bernés.

Pire encore, la nomenklatura n'hésite plus à passer outre à la volonté clairement exprimée du peuple. Les questions européennes ont été le champ privilégié de l'escamotage de la démocratie. Nous avons ainsi connu les traités que l'on faisait revoter jusqu'à ce qu'ils finissent par être acceptés et, pire encore, le tour de passe-passe qui consista à faire voter par le Congrès un traité repoussé par référendum ! La caste euro-soumise s'est sans doute félicitée du « bon tour » joué au peuple grâce à Sarkozy. A tort parce que la manœuvre a profondément dégradé la confiance envers le système politico-administratif qui gouverne la France et l'Europe.

Au fond, les électeurs de la droite conformiste ont des convictions bien plus fortes que les cadres des partis supposés les représenter. Ces derniers font campagne et se font élire sur des programmes « droitiers » qu'ils n'ont pas vraiment l'intention de mettre en œuvre. Il en résulte une frustration, un rejet des élus, un dégoût pour la chose politique qui se traduit par une abstention toujours plus forte.

Mais désertir les isolements est un mauvais calcul car, à la fin du jour, ce sont ceux qui ont été élus, même par une faible proportion des citoyens, qui votent les lois, les directives européennes et ratifient les engagements internationaux qui façonnent le cadre de notre existence et de nos activités. « Les absents on toujours tort »,

notamment dans les bureaux de vote.

La clef des futures élections réside dans la faculté qu'auront les candidats à redonner aux électeurs l'envie de reprendre le chemin des urnes. Pour cela, il faut que ceux qui contestent le système aient la capacité de convaincre les Français qu'ils feront ce qu'ils proposent, qu'ils en ont la volonté, la possibilité, le courage. Courage car il faudra se heurter à « l'Etat profond », à une grande partie du monde médiatique, à certaines institutions internationales telles l'Union européenne ou la Cour européenne de justice. En usant de toutes les possibilités que possède un Gouvernement souverain.

Retrouver l'intégralité de l'article en cliquant ici :

https://www.lesalonbeige.fr/paroles-paroles-paroles-2/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=pa

01/03/2022 07:00